

*Revenus pétroliers*

● (1740)

Nous vivons dans un monde de multinationales, monsieur le Président. Le plus grand exportateur de matériel pour l'exploitation pétrolière a son siège social à Calgary. Nous exportons de la technologie pétrolière à Houston et à Denver. Ces exportations représentent pour le Canada des millions de dollars. Mais les néo-démocrates ne voudraient pas pour tout l'or du monde vivre parmi les multinationales, car ils estiment qu'elles nous font du tort. Il est grand temps que les Canadiens ouvrent les yeux, qu'ils se rendent compte que nous ferions bien de tailler notre place parmi ces multinationales car autrement elles pourraient bien nous fermer leurs portes.

De qui les néo-démocrates veulent-ils tant se protéger? Qu'est-ce qui leur fait tellement peur qu'ils ne veulent pas que le Canada se taille une place dans le monde? Croient-ils que si nous ouvrons nos portes aux autres pays, nous n'arriverons pas à soutenir la concurrence? Monsieur le Président, ils oublient que nos gens sont parmi les plus instruits et nos ressources les plus abondantes du monde. Si nous ne pouvons pas soutenir la concurrence toutes portes ouvertes, sans toutes ces protections de la nationalisation, quel coup dur pour la population du Canada!

Qu'est-ce que c'est que ce beau monument à la nationalisation que le Nouveau parti démocratique voudrait nous lancer à la figure? C'est PetroCan, son idole. Pour ce parti, il n'y a rien de si beau que PetroCan. Dans le quartier des affaires de Calgary, monsieur, les deux plus grands buildings sont ceux de PetroCan. Des monuments érigés à la nationalisation. Cinq cents acres de marbre, taillé en Finlande et poli en Italie. Livré par bateau sur la côte est du Canada, puis expédié par train à Calgary. Les plus grands édifices du Canada sont maintenant à Calgary. En hommage à la nationalisation. Impossible d'échapper à PetroCan. A quelque station-service ou chez quelque pompiste que vous vous rendiez, chaque fois qu'il appuie sur la détente nous payons des taxes pour payer ces deux immeubles. Beau système.

Je suis agriculteur. Mon exploitation marcherait très bien si tous les Canadiens prenaient simplement 4c. sur le prix de chaque litre d'essence—ou du gallon, excusez-moi—pour me les donner. Mes affaires ne seraient pas compliquées. Mais c'est contraire à la transparence financière et c'est irresponsable. La Chambre est maintenant saisie du projet de loi C-14, Dieu merci, car il reconnaît au moins que le gouvernement a commis hara-kiri avec ce qu'il appelle son «Nouveau Programme énergétique».

J'aimerais dire quelques mots de l'intérêt qu'il y a à ce que l'ouest du Canada soit florissant, parce qu'il y a des effets, des retombées pour le Canada central. On a prétendu, à tort, que si nous n'avions pas nationalisé l'industrie pétrolière, l'ouest du Canada serait devenu trop fort.

Je vais vous dire, monsieur le Président, qu'un des principaux travaux de recherche a été effectué par J. C. Hunderhill, de la Chambre de Commerce albertaine . . .

**M. Skelly:** Il s'agit du service de renseignements canadien, n'est-ce pas?

**M. Malone:** Le député de Comox-Powell River (M. Skelly) s'imagine que la Chambre de Commerce, c'est-à-dire ces petits hommes d'affaires qui fournissent les emplois dans les villes et les villages de nos circonscriptions, et même de la sienne, c'est

le service de renseignements canadien, une sorte de mouvement clandestin. Cela ne m'étonne pas de la part du Nouveau parti démocratique.

J'aimerais dire quelques mots de ce que la production de pétrole et de gaz dans l'ouest du Canada aurait représenté pour le Canada central. Dans les 25 ans de durée d'une seule usine—il s'agit d'une usine à sables bitumineux—on pouvait compter qu'il en coûterait de 60 à 65 milliards pour soutenir l'investissement, le remplacement de majorité des puits se chiffant dans les 20 milliards de dollars. Si vous appliquez le coefficient multiplicateur du CPA, vous arrivez à 290 milliards qui se répercutent dans l'économie canadienne, si ces usines à sables bitumineux qui étaient en train avant les dernières élections étaient restées en activité.

Ce que cela aurait représenté, c'est un avantage énorme pour le Canada central. Tout d'abord, la dette canadienne aurait été beaucoup moins lourde. Alors que nous avons actuellement un chômage aigu, l'usine à sables bitumineux aurait fait gagner aux ménages ontariens 108 milliards de dollars de la façon suivante: production de fonte et d'acier, 800 millions; machines et constructions métalliques, 370 millions; matériel de transport, 325 millions, fabrication et transformation, 740 millions; financement, 370 millions; fournitures et services, 750 millions. Bref, monsieur le Président, ce qui favorise l'industrie pétrolière de l'ouest du Canada favorise également les usines de l'Ontario et du Québec.

Nous n'avons pas d'acier dans l'Ouest. Nous ne pouvons pas fabriquer nous-mêmes nos pipelines. Nous ne pouvons pas fabriquer des produits. Ce sont les industries du centre qui s'en chargent. Mais qu'il s'agisse de l'Est, du Nord ou de l'Ouest, quand les régions s'enrichissent, le centre s'enrichit du même coup, car toutes nos provinces sont interdépendantes. Le fait est que le chômage qui sévit actuellement dans l'ensemble du pays est dû, dans une large mesure, au Programme énergétique national qui a limité notre potentiel.

Avant l'instauration de ce programme, l'industrie pétrolière était la plus forte de toutes. Elle était le moteur de notre économie. Le gouvernement l'a tuée et c'est à cause du Programme énergétique national que nous avons connu des taux de chômage catastrophiques.

Le député de Vancouver-Kingsway (M. Waddell) a parlé de la canadianisation. Je peux vous citer quelques statistiques datant du 21 mai 1980, avant l'instauration du Programme énergétique national. Nous avons alors 324 tours de forage en activité. Nous en avons 37 qui se déplaçaient. Nous avons 12 tours qui foraient et 46 tours démontées. Le 18 mai 1983 nous n'avions plus que 51 tours qui foraient, 17 qui se déplaçaient et 388 qui restaient inutilisées. Voilà le résultat du Programme énergétique national.

Nous importons actuellement environ 200 millions de barils de pétrole par jour. C'est beaucoup moins que les 500 millions de baril que nous importions il y a quatre ou cinq ans. Néanmoins, quand nous achetons ce pétrole, nous fournissons des emplois aux Mexicains. Nous créons des emplois à l'étranger. Nous devons évidemment faire du commerce avec les autres pays. Je le comprends. C'est une nécessité. Toutefois, je ne comprends vraiment pas pourquoi un pays qui possède des ressources et un potentiel certain ne parvient pas à mettre en place l'infrastructure voulue pour répondre à ses propres besoins. Le gouvernement préfère s'adresser aux étrangers. Il